**RCF Emission Consom’acteur**

**Séance d’enregistrement du 18 décembre 2023 à 9 h**

**sur la thématique « *Les ressources en eau »***

**Daniel Joly, Référent environnement**

**et bénévole à l’UFC-Que choisir Doubs-T.Belfort**

L’eau devrait être un bien commun à l’humanité, car elle est indispensable à tous les êtres vivants. Or, c’est loin d’être le cas : selon *Solidarités International*, 1 milliard de personnes dans le monde n’ont pas accès à l’eau potable, près de 2 millions de personnes meurent chaque année des conséquences de la consommation d’une eau insalubre.

Cette situation est due à de multiples facteurs et, en tout premier lieu, à l’hétérogénéité des précipitations, dans le temps et dans l’espace, ce qui entraîne des irrégularités dans l’accès à l’eau à tout moment et en tout lieu. La distribution de l’eau et son utilisation sont également source d’inégalités.

Si, au niveau mondial, les déserts arides côtoient des zones très arrosées, les disparités de la ressource sont beaucoup moins prononcées en France, même si le changement climatique tend à renforcer et allonger les sécheresses. Chez nous, les problèmes sont surtout liés à la qualité de l’eau captée, qui se dégrade et aux usages de l’eau qui entraînent une surconsommation.

La France métropolitaine dispose de bonnes ressources en eau, sauf l’été dans les Suds, où il peut y avoir des tensions. Chaque année, il y tombe en moyenne un peu moins de 1000 mm de précipitation. Le *Centre d’information sur l’eau* nous apprend que, sur 100 l de précipitation, 61 repart dans l’atmosphère par évapotranspiration. Les 39 l restants sont des précipitations dites efficaces qui s’infiltrent dans le sol pour alimenter les nappes d’eau souterraines (23 l) ou qui s’écoulent dans les cours d’eau ou remplissent les lacs (16 l). L’ensemble de ces ressources représente un volume d’environ 200 milliards de m3, alors que les besoins estimés sont d’environ 33 milliards de m3, soit 17 % des ressources disponibles.

Les ressources sont donc très largement supérieures aux besoins, mais attention, toute l’eau ne peut être utilisée par l’homme, car les écosystèmes nécessitent également de grandes masses d’eau pour se régénérer et se développer.

*L’eau pompée doit être traitée*

Environ 40% de l’eau destinée à la consommation est captée en surface, le reste, 60% provient des nappes souterraines, superficielles ou profondes. L’eau prélevée est d’abord débarrassée des particules grossières, filtrée et désinfectée avec du chlore, de l’ozone ou des ultraviolets. D’autres traitements plus lourds, donc plus onéreux, sont appliqués si nécessaire pour éliminer les pollutions par pesticides ou métaux lourds.

Une fois purifiée, l’eau est acheminée vers de vastes réservoirs, où elle est stockée pour lisser l’offre et la demande, puis elle est acheminée vers les consommateurs. Et là se pose le problème des fuites. L’*UFC-Que Choisir* s’est mobilisée contre cette situation en 2023 lors d’une campagne nationale : avant même d’arriver dans nos robinets, en moyenne 1 litre d’eau sur 5 se perd et rejoint ruisseaux ou nappes superficielles. Dans certaines communes, c’est un litre sur trois. Les grandes agglomérations telles Besançon sont plus vertueuses, on ne compte que 9 % de pertes.

*Les ruptures d’approvisionnement*

Mais, même pour les usages humains, l’eau peut manquer, surtout l’été. Alors, des camions citernes amènent l’eau dans les communes ou de l’eau en bouteille est distribuée.

L’agriculture, grosse consommatrice d’eau, exige des volumes d’eau considérables. Quand l’eau du robinet n’y pourvoit pas en suffisance, l’autonomie hydrique est assurée par des puits, qui accèdent aux nappes phréatiques d’où l’eau est pompée. Cette eau privatisée sert directement à l’irrigation ou bien elle alimente les fameuses bassines. Sauf lorsqu’il s’agit de retenues collinaires qui captent les eaux de ruissellement lors des crues, les bassines sont combattues par toutes les associations de protection de l’environnement. Certaines sont mêmes creusées en toute illégalité, sans que le gouvernement ne s’y oppose. L’*UFC-Que Choisir* résume bien la situation : « *en ces temps de sécheresse et de recharge insuffisante de la ressource souterraine, la question de leur pertinence se pose* ». Pour les agriculteurs, elles sont vitales pour faire pousser le maïs, plante qui exige beaucoup d’eau au pire moment : en été quand la ressource est au plus bas. Pour les opposants aux bassines, il y a appropriation abusive d’une ressource commune réduite. Ils proposent de faire évoluer les pratiques : passer d’un modèle productiviste à une agriculture plus raisonnée cultivant des plantes peu gourmandes en eau.

*Merci de votre attention*